



AMERIQUE/PANAMA - Manifestation violente en faveur de la « loi 72 » - l'Eglise catholique, seul intermédiaire entre les parties

Colon (Agence Fides) – L'Eglise catholique à Panama exprime sa « préoccupation » suite aux violences en cours entre population et forces de l'ordre mais également sa « confiance en ce qui concerne l'attitude du gouvernement » : c'est ce que confirme une note envoyée à l'Agence Fides par le Père Eusebio Muñoz, porte-parole de la Conférence épiscopale. L'Eglise invite « la population à retrouver la paix et le calme en tant que peuple », invoquant sur chacun « la sagesse de l'Esprit Saint ».

Ce qui agite actuellement le pays est l'approbation de la « loi 72 » qui permet la vente aux particuliers de terrains du domaine de l'Etat situés dans la « zone commerciale franche » (ZLC) se trouvant dans les environs du Canal de Panama (voir Fides 22 et 24/10/2012). La population locale, les syndicats et des groupes d'activistes protestent parce que cette mesure donnera la possibilité à des entrepreneurs étrangers d'acquérir ces terrains et de bouleverser la vie des communautés locales.

Voici deux jours, la population était descendue dans la rue et l'église évangélique du pays avait également organisé une « marche pour la paix » dans le centre de la ville de Colon. Hier, 26 octobre, d'autres manifestations de protestation ont été enregistrées, manifestations qui ont débouché sur des affrontements violents entre les forces de l'ordre et les manifestants et sur des actes de vandalisme pour un total de 8 blessés graves et 240 personnes arrêtées par la police. Selon les moyens de communication de masse locaux, l'Eglise catholique est la seule organisation jouant le rôle de médiateur et cherchant à établir un dialogue entre les parties. Alors que le gouvernement a manifesté l'intention de modifier certaines dispositions de la loi 72, la population demande la révocation complète de la loi. Selon les observateurs, le Président du Panama pourrait annoncer « une marche arrière ».

La ZLC est considérée comme la plus grande en son genre dans le monde après Hong Kong. Elle renferme plus de 3.000 entreprises représentant 30.000 emplois et contribue aux ressources fiscales à hauteur de 100 millions de dollars par an. (CE) (Agence Fides 27/10/2012)